

## Chronique de documentation

G. P. and R. M.

Volume 57, Number 4, 1990

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1104721ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1104721ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

HEC Montréal

### ISSN

0004-6027 (print)

2817-3465 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this review

P., G. & M., R. (1990). Review of [Chronique de documentation]. *Assurances*, 57(4), 582–588. <https://doi.org/10.7202/1104721ar>

## Chronique de documentation

par

G.P. et R.M.<sup>(1)</sup>

582

- I. « Sur trois contributions d'Allais », par Camille Bronsard et Lise Salvas-Bronsard, dans *L'Actualité économique*, vol. 64, n° 4, 1988, p. 481-492

M. Camille Bronsard et M<sup>me</sup> Lise Salvas-Bronsard, de l'Université de Montréal, étudient dans ce numéro ce que l'on connaît dans le monde de l'économie sous le nom de *dynamique microéconomique d'Allais*. Comme l'on sait, M. Maurice Allais est prix Nobel d'économie. Il est actuellement considéré comme l'un des économistes les plus en vue d'Europe et, en particulier, de la France. C'est de lui que vient ce que l'on connaît sous le nom de *paradoxe d'Allais*, présenté par ces auteurs. Nous le signalons en particulier aux actuaaires et, en général, à ceux qui se sentent à l'aise devant des calculs qui s'expriment surtout par des formules mathématiques.

Nous rappelons ici que M. Maurice Allais a fait une déclaration qui a fait sensation en France, récemment, au sujet de l'impôt personnel. En résumé, il a suggéré que l'on remplace la plupart des taxes actuelles par un impôt sur le capital. Inutile de dire que la suggestion, venant d'une pareille autorité, a fait beaucoup de bruit.

- II. *L'Empire immobile*, par Alain Peyrefitte, chez Fayard, Paris

Je ne crois pas que l'ouvrage de M. Alain Peyrefitte soit un grand livre, même s'il est copieux et bien documenté, fouillé. Il apporte des détails bien intéressants sur l'ambassade de lord MacCartney en Chine, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Au moment où la France faisait sa révolution sanglante, mais qui devait apporter une liberté essentielle au peuple français, l'Angleterre envoyait en Chine un de ses meilleurs diplomates. Le voyage de la délégation britannique se fait dans un pays qui est encore aux mains d'un empereur et d'un fonctionnarisme puissants. Si le voyage en soi est une défaite au point de vue du prestige britannique, il est une étape importante dans

(1) Sous la signature de G.P. : I à VI ; sous celle de R.M. : VII à XI.

les relations de la Grande-Bretagne et du Céleste Empire : une étape qui a précédé la guerre de l'opium, la mainmise des grands pays d'Europe sur le littoral de la Chine et la colonie de Hong Kong où l'Angleterre centralisera presque entièrement le commerce de la Chine avec l'extérieur, lorsque les autres établissements européens auront dû être évacués.

Le livre de M. Peyrefitte est rempli de faits, d'observations, de détails fort intéressants qu'a rapportés la mission. Pour ne pas admettre qu'elle n'a pas été un succès, M. Peyrefitte rappelle à quelles manipulations de l'opinion il a fallu avoir recours en Angleterre.

583

### **III. *Le Canada et l'atmosphère en évolution, par la Société canadienne de météorologie et d'océanographie***

Dans une brochure fort bien présentée, la Société canadienne de météorologie et d'océanographie étudie le temps, le climat, la prévision météorologique, l'évolution technologique des méthodes de prévision, l'atmosphère : un concept en expansion, le défi du changement climatique, l'évolution du climat, les responsabilités internationales du Canada. Après avoir présenté, entre autres choses, l'effet de serre comme on le conçoit au Canada, les auteurs ont cette assez curieuse conclusion :

« Même si l'information disponible indique que le réchauffement planétaire est un phénomène probable, on manque encore de données concluantes. Par conséquent, en dépit du large consensus qui existe chez les spécialistes au sujet de l'imminence d'un tel réchauffement, cette idée ne reçoit pas l'appui unanime de la communauté scientifique internationale. »

Cette brochure n'a aucun caractère scientifique. D'un autre côté, elle présente une vue intéressante des sujets étudiés. On la doit à une collaboration de la Société canadienne de météorologie et d'océanographie, d'une part et de la Société royale du Canada, de l'autre.

### **IV. *L'Actualité terminologique, bulletin du Bureau de la traduction du Secrétariat d'État du Canada, vol. 22, n° 5, 1989***

À signaler dans ce numéro, en particulier, un article sur quelques difficultés de la traduction scientifique et technique par M<sup>me</sup> Dorothy Nakos. Également, un bulletin de M<sup>me</sup> Michèle Plamondon sur la féminisation des noms de grades et de fonctions militaires.

**V. *Terminogramme*, bulletin d'information terminologique et linguistique de l'Office de la langue française du gouvernement du Québec, n° 53, été 1989**

Voilà un autre bulletin de terminologie qui est fort intéressant. Il est l'organe de l'Office de la langue française du gouvernement du Québec.

584 L'article principal a pour titre « Formation et pratique terminologique : une interaction nécessaire ». Il y a là un sujet fort intéressant et dont l'à-propos se constate dans la pratique de la traduction. Quelle que soit la formation première, il est indispensable, pour donner un rendement véritable, de se frotter à la pratique. Or cela n'est possible qu'après avoir acquis l'expérience du métier. M<sup>me</sup> Francine Bélanger a bien raison de le signaler.

Un article présente également beaucoup d'intérêt ; il porte sur les avis de normalisation et de recommandation de l'Office. À quel moment un terme est-il admis et pourquoi ? Voilà le sens de cette étude particulière.

**VI. *A Century of Canada's Arctic Islands (1880-1980)*, publié par la Société royale du Canada, Ottawa**

Nous savons bien peu de choses sur la vie du Grand Nord et, en particulier, sur ces îles de l'Arctique dont la propriété est passée de la Grande-Bretagne au Canada en 1880. Cependant, ces îles sont un immense territoire que l'on a rattaché à notre pays en vertu d'une entente passée entre la Grande-Bretagne et ce qui était alors un pays nouveau : le Canada.

En 1980, à l'occasion du centenaire du traité, la Société royale du Canada a tenu un symposium à Yellowknife. Ce sont les travaux qui en ont fait l'objet que présente ici la Société sous le titre : *Un Siècle des îles arctiques du Canada*. On y trouve des renseignements fort intéressants, aussi bien sur les îles mêmes que sur les problèmes que présente le droit de propriété invoqué par le Canada. Ces problèmes sont très nombreux et très importants, si l'on tient compte à la fois des populations et des ressources naturelles qui s'y trouvent. Encore faut-il savoir, cependant, ce qu'est cet héritage, les difficultés qu'il présente, les droits des gens qu'on a englobés d'office, nos devoirs et les responsabilités qui incombent à ceux à qui on a attribué le sol, le sous-sol et les populations autochtones.

En résumé, voilà la trame de ces études. Les documents que la Société a versés au dossier permettent de mieux comprendre la question et les problèmes en jeu.

**VII. *Le vol d'automobiles au Québec, dossier publié par le Bureau d'assurance du Canada, 1989***

Nous avons pris connaissance avec intérêt de ce dossier, qui a été publié pour la première fois au cours de 1988 par les assureurs de dommages et qui a été repris cette année.

« Le Bureau d'assurance du Canada poursuit sa lutte ainsi amorcée contre les voleurs de véhicules et les fraudeurs d'assurance. La présente édition de ce document met à jour les données recueillies en cours d'année sur ce délit dont la gravité ne fait plus de doute et qui continue de coûter trop cher aux Québécois. » (Extrait du document)

585

**VIII. *Le Cahier n° 2 de la Chaire de sciences comptables de l'École des Hautes Études Commerciales***

« Semences de maïs, processus industriels : la progression des usages comptables en France » : tel est le titre du deuxième cahier. Son auteur, le professeur Raymond Maëder, a fondé sur l'essentiel de ce texte l'exposé qu'il a présenté sous les auspices de la Chaire, en mai 1989. En bref, l'éminent professeur explique que la comptabilité a beaucoup changé en France depuis 25 ans. Quel est le sens de cette évolution, comment comprendre la transformation des usages comptables ? C'est à ces questions essentielles que le deuxième cahier est consacré en faisant référence à l'utilisation des semences de maïs.

**IX. « La réforme du droit des obligations », *Les Cahiers de droit*, vol. 30, n° 3, septembre 1989**

Plusieurs auteurs sont associés à la parution de ce numéro spécial consacré à la réforme du droit des obligations. Le lecteur y trouvera une perspective générale, les grands objectifs de la réforme, la responsabilité civile délictuelle, les règles de la prescription, la responsabilité des fabricants, de même qu'une perspective de droit comparé. Le point de vue du barreau du Québec est également présenté.

**X. *Fiduciary Duties in Canada*, by Mark Vincent Ellis, B.A. (Hons.), LL.B. of the Ontario Bar, De Boo**

Nouveau recueil présenté dans un cartable à anneaux, il contient les dix-sept chapitres suivants :

- *The Fiduciary Concept*
- *Trustees*
- *Agency*
- *Executors and Administrators*
- *Real Estate Agents*
- *Banking Institutions*
- *Stockbrokers and Financial Advisors*
- *Lawyers*
- *Medical Practitioners*
- *Accountants*
- *Partnerships*
- *Joint Ventures*
- *Directors*
- *Employees*
- *Promoters*
- *Governmental Authorities*
- *Remedies*

586

**XI. Colloques récents**

***Comment maîtriser les risques dans les contrats internationaux, Université d'Ottawa***

Nous avons assisté au colloque « Comment maîtriser les risques dans les contrats internationaux », tenu le 18 octobre 1989 sous l'égide des facultés de droit et d'administration de l'Université d'Ottawa, avec la collaboration de l'Association canadienne d'exportation.

La qualité des participants mérite d'être signalée, tout comme la quantité et la profondeur des sujets traités, dans l'ordre suivant :

- Maîtriser les risques politiques
- Maîtriser les risques économiques

- Maîtriser les risques commerciaux et juridiques, dans la perspective de contrats à l'étranger.

En outre, au déjeuner, M. Jurgen Voss, conseiller général de la Banque Mondiale, a discoursé sur les programmes de l'Agence multilatérale de garantie des investissements. Quant au discours de clôture, il a été prononcé par M. Hare Nick, directeur général de l'Agence canadienne de développement international.

Au niveau de la maîtrise des risques politiques, il fut intéressant d'entendre quelles sont les garanties offertes pour sécuriser les contrats à l'étranger, dans les trois secteurs suivants :

587

- *Secteur public (la S.E.E.)* : allocution de M. Jeanjean, économiste en chef de la Société pour l'expansion des exportations.
- *Secteur des assurances* : allocution de Mr. James Edwards, Senior Vice-President International, Reed Stenhouse Limited.
- *Secteur des banques* : allocution de M. Voss.

Nous adressons nos félicitations aux deux coprésidents du colloque, M<sup>e</sup> Nicole Lacasse et M<sup>e</sup> Louis Perret, de la faculté de droit de l'Université d'Ottawa.

***Le Droit des assurances : un raz-de-marée législatif, Université McGill***

Un colloque intitulé « Le droit des assurances : un raz-de-marée législatif » fut tenu sous l'égide de la faculté de droit de l'Université McGill, le 29 novembre 1989. Il était présidé par le professeur Richard Janda, de la faculté de droit de l'Université McGill.

Les questions suivantes ont été présentées par une tribune d'experts canadiens chevronnés :

- Les Nouvelles Dispositions du Code civil sur l'assurance de dommages, par M<sup>e</sup> John I.S. Nicholl
- Les Nouvelles Dispositions du Code civil sur l'assurance de personnes, par M<sup>e</sup> Luc Plamondon
- Le Nouveau Droit de la responsabilité civile ou le triomphe de l'irresponsabilité, par M<sup>e</sup> Odette Jobin-Laberge

588

- Les Nouvelles Dispositions du Code civil du Québec – l'opinion du ministère de la Justice, par M<sup>e</sup> Jacques Chamberland, sous-ministre de la Justice et sous-procureur général
- Les Litiges en matière d'assurances. . . badinage d'un juge, par M. le juge Pierre A. Michaud
- Nouvelle Législation québécoise sur les intermédiaires financiers, par MM. Pierre Fortier et Jean R. Lachance (deux allocutions sur le même thème)
- Législation fédérale concernant la vente de produits d'assurance par les banques, par M. Claude E. Forget et M. Clifford J. Shirley (deux allocutions sur le même thème)